



MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

# BILAN FINANCIER

# 2018

MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE  
ET DE L'ENFANT



DIRECTION DES AFFAIRES  
FINANCIERES ET DU PATRIMOINE  
BP V 200 ABIDJAN  
Tél: 20 21 55 68

REPUBLIQUE DE LA COTE D'IVOIRE  
*Union – Discipline – Travail*



## **RAPPORT D'ACTIVITES DE LA DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE**

4<sup>e</sup> trimestre 2018

LE DAF

## SOMMAIRE

### Table des matières

SOMMAIRE .....	2
LISTE DES TERMES CLES .....	3
LISTE DES TABLEAUX .....	4
INTRODUCTION .....	5
1. EXECUTION FINANCIERE DES OPERATIONS BUDGETAIRES .....	6
1.1. L'élaboration du budget.....	6
1.1.1. Préparation du budget .....	6
1.1.2. La modification des crédits budgétaires .....	6
1.2. Performance globale dans l'exécution du budget .....	9
1.2.1. La synthèse de l'exécution des crédits budgétaires.....	9
1.2.2. Les régies d'avances .....	11
1.3. Régularité de la dépense .....	15
1.4. Capacité organisationnelle du DAF .....	15
2. DIFFICULTES RELEVÉES .....	15
3. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS.....	15
CONCLUSION .....	16

## LISTE DES TERMES CLES

- **Budget initial** : c'est le montant du budget tel que prévu par la **Loi de Finances initiale**. En d'autres termes c'est le premier budget notifié avant toute éventuelle modification.
- **Budget actuel** : c'est le budget à date. Il prend en compte, le cas échéant, toutes les modifications issues des différents actes budgétaires, subis par le budget initial.
- **Engagement** : C'est l'acte par lequel l'État ou un autre organisme crée ou constate à son encontre, une obligation de laquelle résultera une charge. C'est le premier acte fondamental posé par l'Ordonnateur Délégué, dans la phase d'exécution de la dépense publique, qui engage l'État.  
L'Engagement est matérialisé dans le SIGFiP par le **bon de commande**. Il commence d'abord par la 1<sup>ère</sup> validation de l'Ordonnateur Délégué, après la saisie de la demande d'engagement par l'Agent de saisie, ensuite le visa du Contrôleur Financier, la revalidation (2<sup>ème</sup> validation) par l'Ordonnateur Délégué, et prend fin par la notification du bon de commande au fournisseur.
- **Engagement émis** : c'est la 1<sup>ère</sup> validation de l'Ordonnateur Délégué dans le SIGFiP après la saisie de la demande d'engagement par l'Agent de saisie.
- **Ordonnancement** : c'est l'acte administratif par lequel, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre est donné au Comptable de payer la dette de l'État ou celles des autres organismes publics. L'ordonnancement résulte de l'engagement. Il n'est que la conséquence de l'engagement.  
L'ordonnancement est matérialisé dans le SIGFiP par le **mandat de paiement**. Il commence d'abord, par la 1<sup>ère</sup> validation de l'Ordonnateur Délégué, après la saisie du projet de mandat par l'Agent de saisie, ensuite le visa du Contrôleur Financier, la revalidation (2<sup>ème</sup> validation) par l'Ordonnateur Délégué, et prend fin par la prise en charge du mandat par le Comptable assignataire.
- **Mandat visé CF** : c'est le **visa électronique** du mandat de paiement dans le SIGFiP par le Contrôleur Financier (CF).
- **Mandat ordonnancé** : c'est la 2<sup>ème</sup> validation du mandat de paiement dans le SIGFiP par l'Ordonnateur Délégué.
- **Mandat pris en charge** : c'est le **visa électronique** c'est-à-dire l'**acceptation électronique** dans le SIGFiP du mandat de paiement par le Comptable assignataire.
- **Taux d'engagement fixé comme objectif** : c'est le **rapport du montant des engagements initialement prévus comme objectif à atteindre par rapport au montant du budget actuel**. Ce taux est fonction du taux de la régulation budgétaire et du plan d'engagement du Ministère.
- **Nature économique de la dépense ou ligne budgétaire** : c'est la codification **sur quatre caractères numériques** qui permet de classer et d'identifier par nature ou rubrique de dépenses les différents moyens des administrations. Ainsi, le 1<sup>er</sup> caractère numérique représente la **classe comptable de la dépense**, les deux 1<sup>ers</sup> caractères représentent l'**article budgétaire** et les **trois premiers le paragraphe budgétaire**.
- **Article budgétaire** : c'est l'ensemble des **deux 1<sup>ers</sup> caractères numériques** de la codification de la nature économique ou ligne budgétaire.
- **Paragraphe budgétaire** : c'est l'ensemble des **trois 1<sup>ers</sup> caractères numériques** de la codification de la nature économique ou ligne budgétaire.
- **Montant du marché (année courante)** : c'est le montant des nouveaux marchés passés au cours de l'année de l'exercice budgétaire courant.
- **Montant réservation sur ancien marché** : c'est le montant des réservations de crédits sur marchés des exercices budgétaires antérieurs.

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Tenue des conférences internes.....	6
Tableau 2 : Réaménagements internes du Budget.....	6
Tableau 3 : Variation des crédits budgétaires au titre 2 par groupe de service.....	7
Tableau 4 : Variation des crédits budgétaires au titre 2 par classe comptable.....	7
Tableau 5 : Variation des crédits budgétaires au titre 3 par source de financement.....	7
Tableau 6 : Présentation de la situation globale de l'exécution des crédits budgétaires du titre 2.....	9
Tableau 7 : Situation de l'exécution globale des crédits budgétaires d'investissement (titre 3).....	10
Tableau 8 : Situation de l'exécution des régies d'avance (Ordres de Paiement (OP)).....	11
Tableau 9 : Situation des rejets et différés des actes soumis au visa du Contrôleur Financier des services centraux .....	15

## INTRODUCTION

Conformément au décret N°2018-980 du 18 décembre 2018 portant organisation du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, les principales missions dudit Ministère sont les suivantes :

- la conception et la mise en œuvre de la politique nationale d'autonomisation de la femme ;
- la mise en œuvre de la politique nationale sur l'égalité des chances, l'équité et le genre ;
- la conception et la mise en œuvre de la Politique nationale de la famille ;
- la conception et le développement de la politique nationale de protection de l'enfant.

Pour la mise en œuvre de ses missions, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE) a bénéficié d'un budget global de vingt milliards trois cent quatre-vingt-seize millions neuf cent soixante-dix mille trois cent soixante (**20 396 970 360**) FCFA dont dix-huit milliards neuf cent trente-trois millions quatre cent soixante un mille sept cent trente-neuf (**18 933 461 739**) FCFA au titre des dépenses de fonctionnement et un milliard quatre cent soixante-trois millions cinq cent huit mille six cent vingt un (**1 463 508 621**) FCFA pour mener les opérations d'investissement.

Au titre du quatrième trimestre 2018, l'exécution s'est située globalement à **79,9%** contre un taux attendu de **98,7%** (taux en relation avec la régulation budgétaire).

L'analyse de l'exécution du budget 2018 faite dans le présent rapport est fondée sur les points suivants :

- Exécution Financière des Opérations Budgétaires ;
- Difficultés relevées ;
- Recommandations et suggestions.

## 1. EXECUTION FINANCIERE DES OPERATIONS BUDGETAIRES

### 1.1. L'élaboration du budget

#### 1.1.1. Préparation du budget

Tableau 1 : Tenue des conférences internes

Services	Nombre total de services du ministère	Nombre de services ayant participé à la conférence	Taux de participation (en %)
Services centraux	15	11	73,3%
Services déconcentrés	23	0	0,00%
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>11</b>	<b>28,9%</b>

Source : Données du ministère

Le taux de participation global des conférences internes se situe à **28,9%** et comprend essentiellement **73,3%** des conférences internes des services centraux. Ce taux relativement faible est lié à la non tenue des conférences des services déconcentrés en raison des contraintes budgétaires pour l'organisation de ces conférences internes en région. En effet, la Direction des Affaires financières (DAF) dans un souci de rapprocher les Directions régionales avait entrepris d'organiser ces dits conférences dans la région du GBEKE.

Par ailleurs, la scission du Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité intervenue au cours de l'année 2018 et la réorganisation des services avec la nomination d'un nouveau DAF au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant n'ont pas permis la tenue des conférences des services déconcentrés. Toutefois, une assistance technique en ligne a été apportée aux différents Directeurs régionaux pour l'élaboration de leur budget par les services de la DAF.

#### 1.1.2. La modification des crédits budgétaires

Tableau 2 : Réaménagements internes du Budget

Groupe de Services	Nombre total de lignes du ministère (A)	Nombre de réaménagements de lignes (B)	Ratio de réaménagement (B/A*100) (en %)
Services centraux	284	08	2,8%
Services déconcentrés en délégation	153	0	0,00%
Services déconcentrés en gestion directe	3 447	30	0,08%
<b>Total</b>	<b>3 884</b>	<b>38</b>	<b>0,97%</b>

Source : SIGFIP

Le réaménagement interne du budget des services centraux, services déconcentrés en délégation et services déconcentrés en gestion directe est relativement très faible. Ce faible taux de réaménagement dénote de la sincérité du budget élaborée pendant les conférences budgétaires. Cependant, certaines lignes budgétaires ont été réaménagées dans les services centraux pour la prise en charge des actions nouvelles intervenues en cours de gestion.

**Tableau 3 : Variation des crédits budgétaires au titre 2 par groupe de service**

Groupe de Services	Budget Initial (A)	Budget Actuel (B)	Variation (B-A)	
			(en valeur)	(en %)
Services centraux	1 242 012 432	1 346 010 353	103 997 921	8,4%
Services déconcentrés en délégation	33 437 850	33 437 850	0	0,00%
Services déconcentrés en gestion directe	2 701 179 637	3 075 792 665	374 613 028	13,9%
<b>Total</b>	<b>3 976 629 919</b>	<b>4 455 240 868</b>	<b>478 610 949</b>	<b>12,%</b>

Source : SIGFiP

Au niveau des services centraux (8,4%) et des services déconcentrés en gestion directe (13,9%), des modifications majeures sont intervenues comme l'indique le tableau ci-dessus. Par contre, les services déconcentrés en délégation n'ont pas subi de modifications.

En effet, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a bénéficié, au regard des nouvelles situations intervenues, de rallonges budgétaires. Les services centraux notamment le cabinet, a reçu une rallonge de 100 000 000 frs CFA pour l'équipement des locaux du Cabinet, l'achat du Carburant pour les visites de terrain des structures sous tutelle et la prise en compte du séminaire pour l'élaboration du Plan d'actions Stratégiques du MFFE. S'agissant des services déconcentrés en gestion directe, les crédits complémentaires ont été accordés principalement aux Pouponnières et Orphelinats pour le relèvement des crédits d'alimentation (non destiné au personnel) et la prise en comptes des avenants qui se sont présentés en cours de gestion.

**Tableau 4 : Variation des crédits budgétaires au titre 2 par classe comptable**

Classe comptable	Budget Initial (A)	Budget Actuel (B)	Variation (B-A)	
			(en valeur)	(en %)
Classe 2 : Comptes d'immobilisations	147 493 231	230 738 210	83 244 979	56,43%
Classe 6 : Comptes de charge	3 829 136 688	4 224 502 658	395 365 970	10,32%
<b>Total</b>	<b>3 976 629 919</b>	<b>4 455 240 868</b>	<b>478 610 949</b>	<b>12,03%</b>

Source : SIGFiP

La classe 2, compte d'immobilisation, a connu une variation à la hausse importante de 83 244 979 FCFA, soit 56,43% et la classe 6, comptes de charge, est en hausse de 395 365 970 FCFA, soit 10,32%. L'évolution du budget sur cette période s'explique par :

- l'acquisition de nouveaux meubles au niveau du Cabinet suite à la délocalisation du matériel et mobilier de bureau par l'équipe sortante ;
- les rallonges accordées aux pouponnières et orphelinat dans le cadre de la prise en compte des crédits d'alimentation et autres achats.

**Tableau 5 : Variation des crédits budgétaires au titre 3 par source de financement**

Sources de financement	Budget Initial (A)	Budget Actuel (B)	Variation (B-A)	
			(en valeur)	(en %)
Trésor	256 999 608	256 999 608	0	0,00%



Don	792 500 000	792 500 000	0	0,00%
Emprunt	0	0	0	0,00%
<b>Total</b>	<b>1 049 499 608</b>	<b>1 049 499 608</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>

A l'analyse du tableau, aucune modification n'a été constatée au niveau des crédits budgétaires au titre 3 par source de financement.

## 1.2. Performance globale dans l'exécution du budget

### 1.2.1. La synthèse de l'exécution des crédits budgétaires

Tableau 6 : Présentation de la situation globale de l'exécution des crédits budgétaires du titre 2

Sources de financement	Budget Actuel (B)	Engagement (C)	Disponible sur Engagement (D)=(B)-(C)	Taux d'engagement			Mandat émis (H)	Taux de mandat émis (I)=(H)/(B)x100	Mandat visé CF (J)	Taux de mandat visé CF	Mandat ordonné (L)	Pris en charge (M)
				Exécution (E)=(C)/(B)x100	Taux fixé comm e objectif (F)	Ecart (G)=(E)-(F)						
Services centraux	1346010353	1155353754	190656599	85,83 %	98,36 %	12,53 %	1153297704	85,68%	1121607047	83,32%	1121185248	941801103
Classe 2 : Comptes d'immobilisations	52568901	44864565	7704336	85,34 %	93,53 %	8,18%	44864565	85,34%	44864565	85,34%	44864565	44864565
Classe 6 : Comptes de charge	1293441452	1110489189	182952263	85,85 %	98,56 %	12,70 %	1108433139	85,69%	1076742482	83,24%	1076320683	896936538
Services déconcentrés en délégation	33437850	22379290	11058560	66,92 %	100%	33,07 %	22379290	66,92%	22379290	66,92%	22379290	22379290
Classe 2 : Comptes d'immobilisations	4272006	3879606	392400	90,81 %	100%	9,18%	3879606	90,81%	3879606	90,81%	3879606	3879606
Classe 6 : Comptes de charge	29165844	18499684	10666160	63,42 %	100%	36,57 %	18499684	63,42%	18499684	63,42%	18499684	18499684
Services déconcentrés en gestion directe	3075792665	3003200416	72592249	97,63 %	98,38 %	0,74%	2988194936	97,15%	2987556671	97,13%	2987556671	2987243181
Classe 2 : Comptes d'immobilisations	173897303	162822928	11074375	93,63 %	96,85 %	3,22%	161716049	92,99%	161489849	92,86%	161489849	161489849
Classe 6 : Comptes de charge	2901895362	2840377488	61517874	97,88 %	98,48 %	0,60%	2826478887	97,40%	2826066822	97,38%	2826066822	282575332
<b>Total</b>	<b>4455240868</b>	<b>4180933460</b>	<b>274307408</b>	<b>93,84 %</b>	<b>98,39 %</b>	<b>4,55%</b>	<b>4163871930</b>	<b>93,46%</b>	<b>4131543008</b>	<b>92,73%</b>	<b>4131121209</b>	<b>3951423574</b>

La lecture de ce tableau laisse apparaître trois (03) niveaux d'exécution budgétaire globale du titre 2 :

- Services centraux : taux d'exécution **83,8%** contre **98,4%** comme taux fixé en relation avec la régulation budgétaire ;
- Services déconcentrés en délégation : taux d'exécution **66,92%** contre **100%** comme taux en lien avec la régulation budgétaire ;
- Service déconcentrés en gestion directe : taux d'exécution **97,63%** contre **98,38** comme taux en relation avec la régulation budgétaire.

Au regard de ce qui précède, le taux d'exécution au niveau des services centraux et des services déconcentrés en gestion directe est satisfaisant. Cette situation dénote de la bonne exécution du budget et de la prise en compte des besoins intervenus pour le fonctionnement des structures. Par contre, le taux d'exécution des crédits budgétaires en délégation est relativement faible en raison de la lenteur dans leur exécution. En effet, certains administrateurs de crédits ne maîtrisent pas le circuit de la dépense publique entraînant un retard considérable dans les engagements et de facto, la perte des crédits budgétaires. En outre, les taux des mandats émis et visés par le CF est satisfaisant

**Tableau 7 : Situation de l'exécution globale des crédits budgétaires d'investissement (titre 3)**

Sources de financement	Budget Actuel (B)	Engagement (C)	Disponible sur Engagement (D)=(B)-(C)	Taux d'engagement			Mandat émis (H)	Taux de mandat émis (I)=(H)/(B)x100	Mandat visé CF (J)	Taux de mandat visé CF	Mandat ordonnancé (L)	Pris en charge (M)
				Exécuté (E)=(C)/(B)x100	Taux fixé comme objectif (F)	Ecart (G)=(E)-(F)						
Trésor	256 999 608	217 874 283	39 125 325	84,78%	100%	15,22 %	217874283	84,78 %	178914269	69,62 %	178914269	175914269
Don	792 500 000	0	792 500 000	0,00%	100%	100%	0	0,00%	0	0,00%	0	0
<b>Total</b>	<b>1 049 499 608</b>	<b>217 874 283</b>	<b>831 625 325</b>	<b>20,76%</b>	<b>100%</b>	<b>79,24 %</b>	<b>217874283</b>	<b>20,76 %</b>	<b>178914269</b>	<b>17,05 %</b>	<b>178914269</b>	<b>175914269</b>

Source : SIGFiP

Le taux d'engagement du titre 3 est de **20,8%** contre un taux fixé comme objectif de **100%**. Ce taux est constitué essentiellement de 84,8% des projets financés sur Trésor. Le taux général de **20,8%** est relativement faible en raison de la non-exécution des dons dans le SIGFiP. En effet, les dons alloués au MFFE notamment au Programme de Coopération CI-UNICEF protection enfants et adolescents et au programme appui promotion genre, famille et famille les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) sont exécutés directement par ceux-ci. Par ailleurs, la non-exécution à 100% des projets financés sur Trésor est due au retard de l'engagement des factures de réhabilitation de la pouponnière de Yopougon. En effet, les décomptes ne sont pas parvenus dans les délais requis aux services de la DAF pour engagement.

Le taux des mandats visés par le CF est de **69,61%**. Ce taux en lien avec des différés émis par le CF n'ont pas été satisfait en raison de la clôture budgétaire.

## 1.2.2. Les régies d'avances

Tableau 8 : Situation de l'exécution des régies d'avance (Ordres de Paiement (OP))

N°	Numéro OP	Objet de l'OP	Montant de l'OP	Imputation de l'OP			Service bénéficiaire	Service chargé de la régularisation	Montant liquéfié (payé)	Montant régularisé	Reste à régulariser	Observations
				Destination	Nature	Titre						
1	311601718100821	Achats de carburants pour les véhicules de service	300 000	628450101	6212	2	DAF-Campagne de Sensibilisation	DAF	300 000	300 000	0	
2	311601718100789	Achats de carburants pour les véhicules de service	5 000 000	676110101	6212	2	Cabinet du Ministre	DAF	5 000 000	5 000 000	0	
3	311601718101171	Achats de carburants pour les véhicules de service	10 000 000	676110101	6212	2	Cabinet du Ministre	DAF	10 000 000	10 000 000	0	
4	311601718101172	Célébration de la fête de Noël	30 000 000	676110101	6292	2	Cabinet du Ministre	DAF	30 000 000	30 000 000	0	
5	311601718100794	Frais de réception, de fêtes et de cérémonies	15 086 500	676450701	6292	2	DAF/Journée de la Femme Rurale	DAF	15 086 500	15 086 500	0	
6	311601718100944	Frais de réception, de fêtes et de cérémonies	68 737 096	676450801	6292	2	DAF/Gestion des Journées St	DAF	68 737 096	68 737 096	0	
7	311601718101201	GJS/Frais de réception, de fêtes et de cérémonies	40 560 549	676450801	6292	2	DAF/Gestion des Journées St	DAF	40 560 549	40 560 549	0	

8	311601718100073	Organisation de la Journée Internationale de la Famille	30 000 000	676450801	6292	2	DAF/Gestion des Journées St	DAF	30 000 000	30 000 000	0	
9	311601718100321	Aides et Secours aux Sinistres	42 507 000	676610101	6442	2	Fonds d'Appui Système Financier en faveur des ménages	DAF	42 507 000	42 507 000	0	
10	311601718100824	Aides et Secours aux Indigents	9 000 000	663610101	6443	2	Enfants Poupons/Gestion Hospitalisation et Obsèques	DAF	9 000 000	9 000 000	0	
11	311601718100274	Enfants Poupons	6 000 000	663610101	6443	2	Enfants Poupons/Gestion Hospitalisation et Obsèques	DAF	6 000 000	6 000 000	0	
12	311601718100325	Aides et Secours aux Indigents	30 000 000	676610101	6443	2	Fonds d'Appui Système Financier en faveur des ménages	DAF	30 000 000	30 000 000	0	
13	311601718100322	Autres transferts aux ménages	20 000 000	676610101	6449	2	Fonds d'Appui Système Financier en faveur des ménages	DAF	20 000 000	20 000 000	0	
14	311601718100790	Achats de carburants pour les véhicules de service	1 000 000	676950401	6212	3	Appui Promotion du Genre Femme et Famille	DAF	1 000 000	1 000 000	0	
15	311601718100909	Achats de produits pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires	2 000 000	676990501	6218	3	Appui Renforcement Capacité Nle	DAF	2 000 000	2 000 000	0	

							Lutte contre VBG					
16	311601718100971	Achats de carburants pour les véhicules de service	436 000	681140601	6212	2	Cellule de Réflexion sur les Orphelins du SIDA	DAF	436 000	436 000	0	
<b>Total</b>			<b>310 627 145</b>						<b>310 627 145</b>	<b>310 627 145</b>	<b>0</b>	

Source : SIGFiP et ministère

Les ordres de paiements sont relatifs à la prise en compte des besoins urgents ou pressants. En effet, les ordres de paiements ont permis la prise en compte du carburant pour le fonctionnement des services à travers les missions de sensibilisation sur toute l'étendue du territoire, la prise en charges des sinistrés pendant les pluies diluviennes, l'organisation des arbres de Noël dans les différents orphelinats et pouponnières et l'achat des médicaments pour les pouponnières privés et ONG.



### 1.3. Régularité de la dépense

Tableau 11: Situation des rejets et différés des actes soumis au visa du Contrôleur Financier des services centraux

Acte	Nombre					Taux (en %)		
	Soumis au visa (A)	Traités (B)	Visés (C)	Différés (D)	Rejetés (E)	Visés (F)=(C)/(B)*100	Différés (F)=(D)/(B)*100	Rejetés (F)=(E)/(B)*100
Engagement	488	476	309	108	59	64,91%	22,68%	12,39%
Ordonnancement	629	614	517	83	14	84,20%	13,51%	2,28%
Total	1117	1090	826	191	73	75,77%	17,52%	6,69%

Source : SIGFIP

Le niveau des actes visés, différés et rejetés sont pour respectivement de 75,8%, 17,5% et 6,7%. En effet, le nombre d'actes visés est satisfaisant, soit 826 sur 1090 actes soumis. Cette situation indique le contrôle rigoureux fait en amont par les services de la DAF avant toute transmission d'actes au CF.

### 1.4. Capacité organisationnelle du DAF

Le plan d'engagement élaboré par le MFFE n'a été totalement suivi en raison des plafonds trimestriels. En effet, compte tenu de la spécificité de nos activités notamment les journées statutaires qui se tiennent en début d'année (premier trimestre de chaque année), la régulation budgétaire imposée a empêché toutes activités.

## 2. DIFFICULTES RELEVÉES

Les difficultés rencontrées se situent à deux (02) niveaux :

- **Exécution du budget :**
  - ✓ Insuffisance des crédits budgétaires alloués au Ministère pour son fonctionnement et inexistant pour des directions basiques notamment la DAF, la DAF/gestion des dépenses centralisées, la Direction des Ressources Humaines.....
  - ✓ Décompte non parvenu à temps à la Direction des Affaires Financières pour engagement des marchés ;
  - ✓ Absence de connexion SIGFIP en raison de la réhabilitation des Tours A et B ;
  - ✓ Lenteur dans l'exécution du budget dans les services déconcentrés en délégation.
- **Patrimoine du Ministère**
  - ✓ Insuffisance de locaux pour les nouvelles directions créées ;
  - ✓ Insuffisance de véhicules au sein du Ministère. En effet 26 véhicules du Ministère ont été emportés par l'équipe sortante.

## 3. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Au regard de ce qui précède, nous suggérons:

- ✓ Mettre à niveau le budget du MFFE au regard des budgets des années précédentes ;
- ✓ Détacher les services en délégation pour les rattacher au SIGFIP en région ;
- ✓ rétablir la Connexion SIGFIP à la DAF du MFFE pour une célérité dans l'exécution du budget ;
- ✓ besoin de crédits budgétaires pour l'acquisition des véhicules de service ou de liaison ainsi que les motos.



## **CONCLUSION**

Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a vu le jour à la faveur du dernier réaménagement Ministériel, par la scission de l'ex Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité avec pour attributions les volets femme, famille et enfant. L'enveloppe budgétaire allouée au MFFE d'un montant global de 20 396 970 360 FCFA a été exécutée en fonctionnement et en investissement pour un taux global de 79.9%. Malgré les nombreuses difficultés rencontrées dans le processus d'exécution le niveau d'exécution avoisine les 80%. La quasi-totalité des activités ayant été menée. Ainsi la prise en compte de certaines de nos préoccupations notamment le rétablissement du réseau SIGFiP nous permettra d'améliorer les résultats pour l'année budgétaire 2019.